

INFORMATIONS SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES POUR LES RÉCLAMATIONS

Art 13 – 14 Règlement RGPD UE 2016/679

Les informations suivantes sont fournies sur le traitement des données personnelles transmises à la Société :

1. Responsable du traitement et délégué à la protection des données (DC/DPO)

Le Responsable du traitement est la société Marcolin France, dont le siège social est situé 91-93 Rue de Richelieu - 75002 – Paris (FR), numéro de TVA FR 02 317 857 001 (ci-après, par souci de brièveté, « la Société » ou le « Responsable du traitement »).

La Société a également nommé un délégué à la protection des données (DPD) qui peut être contacté à l'adresse suivante : dpo@marcolin.com.

2. Type de données traitées, finalités et base juridique du traitement

Les données personnelles génériques (coordonnées, nom et prénom, informations personnelles, rôle, adresse mail) du Client/Fournisseur/Personnel du client sont collectées et traitées à des fins précontractuelles, pour l'exécution du contrat et pour les obligations administratives, comptables et fiscales liées à la facturation. Sauf opposition du destinataire, les adresses mail peuvent également être utilisées pour la transmission d'informations commerciales liées à la portée du contrat.

La base juridique pour le traitement des données est donc celle de remplir les obligations contractuelles et légales ainsi que celle de l'envoi d'informations commerciales par courrier électronique, l'intérêt légitime du responsable du traitement des données à partir de l'article 130 du Code de confidentialité français.

3. Divulgarion des données à des tiers - Destinataires des données

La Société peut divulguer les données aux fins indiquées ci-dessus à :

- 1) les sujets de la société chargée du traitement ;
- 2) les sujets extérieurs à la société appartenant aux catégories suivantes : consultants externes, sociétés de services (transport, expédition, services de marketing et informatiques, services fiscaux et de recouvrement de créances), réseau de vente de la société (agents), banques, organes de contrôle et de surveillance ;
- 3) d'autres sociétés du Groupe.

4. Transfert de données vers des pays tiers

Les données traitées pourraient être transférées vers des pays tiers. Si des données sont transférées, ce transfert sera effectué conformément à la réglementation concernant le transfert de données vers des pays tiers applicable au moment du transfert.

5. Méthodes de traitement et délais et critères de conservation des données

Les données seront traitées sous forme imprimée et numérique, et seront conservées pendant la période nécessaire à la réalisation de la ou des finalités indiquées ci-dessus et, après la réalisation de ces finalités, pendant le délai supplémentaire fixé par la loi concernant la conservation des contrats et des données administratives et/ou à des fins de défense dans le cadre de procédures judiciaires si nécessaire (dix ans à compter de la dernière utilisation et/ou de l'événement interrompant le délai de prescription). Les données pour la transmission de communications commerciales seront utilisées jusqu'à ce que la personne concernée retire son consentement.

6. Transmission des données

La transmission de données est obligatoire pour l'exécution du contrat et à des fins légales. La non-transmission des données rendra impossible la réalisation des objectifs indiqués ci-dessus. Au lieu de cela, le traitement pour la transmission de communications commerciales est facultatif et la personne concernée peut s'opposer à un tel traitement.

7. Droits de la personne concernée, retrait du consentement et réclamation auprès de l'autorité de contrôle

La personne concernée a le droit de demander l'accès à ses données personnelles, la rectification, l'annulation et la limitation des données, de s'opposer au traitement et d'exercer le droit à la portabilité des données à tout moment.

Dans tous les cas, la personne concernée a le droit de retirer son consentement à tout moment. Le retrait du consentement n'affecte pas la licéité du traitement fondé sur le consentement avant son retrait. Dans le cas d'une violation présumée, la personne concernée, selon les hypothèses existantes, a également le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier dans l'État membre de sa résidence habituelle, de son lieu de travail ou du lieu de l'infraction alléguée.

8. Profilage et processus décisionnels automatisés

Le traitement n'est pas effectué à l'aide de processus décisionnels automatisés (par exemple, profilage).

9. Contacts et questions

Envoyez un e-mail à l'adresse indiquée ci-dessous pour recevoir la liste complète des représentants désignés pour chaque domaine et activité et des sous-traitants/ pour obtenir plus d'informations sur le transfert de données vers des pays en dehors de l'UE, sur les mécanismes et la protection du transfert de données à partir des articles 44 et suivants du RGPD / pour exercer le droit de retirer le consentement déjà donné / pour exercer vos droits (accès, rectification, annulation, restriction, opposition, portabilité) : dpofr@marcolin.com.